

La productivité sous pression

Quelles opportunités et quels obstacles les PME suisses identifient-elles ?

Partenaires 2026 :

Fischer

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Eidgenössisches Departement für
Wirtschaft, Bildung und Forschung WBI
Staatssekretariat für Wirtschaft SECO

swiss export
Foreign Trade Association

KEARNEY

Table des matières

01 Points essentiels **3**

02 PME suisses : la confiance progresse, la compétitivité reste un défi **7**

03 Entre prix de l'énergie et relations avec l'UE : les risques mondiaux qui mettent les PME suisses au défi **11**

04 Productivité et IA : saisir les opportunités, renforcer les compétences **15**

05 Attentes des PME envers les pouvoirs publics : des conditions-cadres fiables pour les relations avec l'UE et l'utilisation de l'IA **21**

06 Éditeurs et partenaires de l'étude **24**

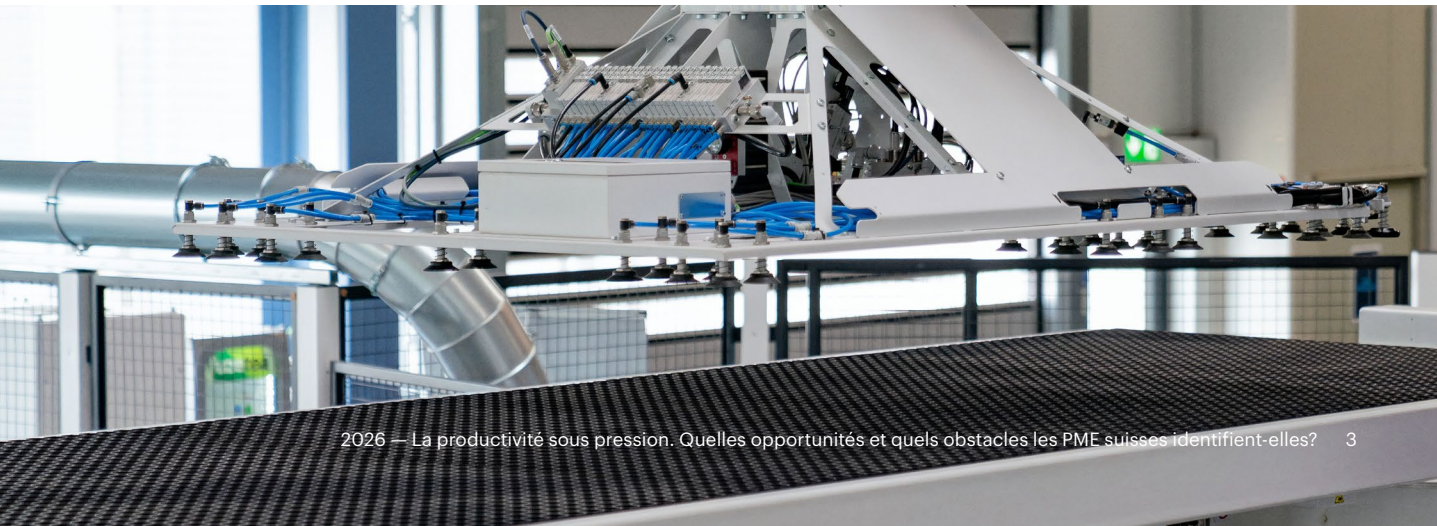
07 L'enquête **26**

01 Points essentiels

Pour la neuvième édition, Kearney et swiss export consacrent leur enquête aux petites et moyennes entreprises (PME) suisses, afin d'évaluer leur situation économique actuelle et leurs perspectives d'avenir. Après plusieurs années marquées par des incertitudes économiques et géopolitiques, la question de leur capacité à préserver durablement leur compétitivité se pose. Au-delà des coûts, de la sécurité des approvisionnements et du contexte international, les leviers d'action propres aux entreprises occupent désormais une place centrale. L'édition de cette année accorde ainsi une attention particulière à la productivité et à l'intelligence artificielle (IA). Elle analyse les facteurs qui contribuent à améliorer la performance des entreprises, les applications actuelles de l'IA ainsi que les obstacles à son adoption à plus grande échelle.

L'étude révèle un regain de confiance parmi les PME suisses interrogées par rapport à l'année précédente. Près de 60 % d'entre elles jugent leur situation économique actuelle bonne ou très bonne, tandis qu'environ 65 % anticipent une évolution positive au cours des trois prochaines années. Les attentes concernant les conditions-cadres économiques se sont également améliorées par rapport à 2025. Le niveau de confiance varie toutefois sensiblement selon les secteurs d'activité. Ainsi, 75 % des entreprises interrogées dans les secteurs de la logistique et du transport de marchandises anticipent une situation économique favorable dans trois ans, contre seulement 47 % dans l'industrie des machines.

Malgré ce regain de confiance, les PME suisses restent confrontées à des défis majeurs. Les prix élevés de l'énergie et des matières premières constituent le risque conjoncturel le plus fréquemment cité, par 52 % des entreprises interrogées. Les inquiétudes liées à la disponibilité des matières premières se sont également accentuées, ce risque étant désormais mentionné par 39 % des PME, contre 8 % l'année précédente. Les petites entreprises sont particulièrement concernées : 50 % des PME réalisant un chiffre d'affaires compris entre 1 et 10 millions de francs suisses identifient la disponibilité des matières premières comme un risque, contre 32 % de celles dont le chiffre d'affaires dépasse 10 millions de francs suisses. Enfin, les évolutions géopolitiques, notamment les relations avec l'Union européenne, demeurent une source d'incertitude.



Pour assurer leur compétitivité, les entreprises accordent une place centrale à leur propre productivité. Au total, 58 % des PME interrogées font état d'une hausse de leur productivité au cours des douze derniers mois, mais seulement 4 % d'entre elles signalent une forte progression. L'amélioration de l'efficacité des processus et leur standardisation sont les leviers les plus fréquemment cités. L'IA offre des opportunités supplémentaires, notamment pour les activités intellectuelles et l'analyse de données. Le manque de compétences reste toutefois le principal obstacle à une utilisation plus efficace de l'IA, cité par 54 % des PME interrogées. Une utilisation ciblée de l'IA et le développement des compétences nécessaires sont donc déterminants.

Les PME expriment des attentes claires à l'égard des pouvoirs publics : des relations fiables avec l'UE, la conclusion de nouveaux accords de libre-échange et un allègement administratif. Parallèlement, le besoin de repères concernant l'utilisation de l'IA s'accroît. Une stratégie publique en matière d'IA figure parmi les priorités de 19 % des répondants, contre 10 % en 2025, soit une proportion presque deux fois plus élevée.

Cette neuvième édition de l'étude montre que les PME suisses restent confrontées à des défis majeurs, malgré des perspectives plus favorables. Pour préserver leur compétitivité à long terme, elles doivent activement gérer les risques externes, améliorer leur performance et exploiter le potentiel de l'intelligence artificielle de manière ciblée.

Nous vous souhaitons une lecture enrichissante et espérons que les résultats présentés dans cette étude contribueront à nourrir la réflexion sur l'avenir et la prospérité des PME suisses.



Dr. Christof Ledermann
Associé
Kearney Zürich



Claudia Moerker
Directrice
swiss export



Peter Fischer
Président du conseil d'administration
Fischer Reinach

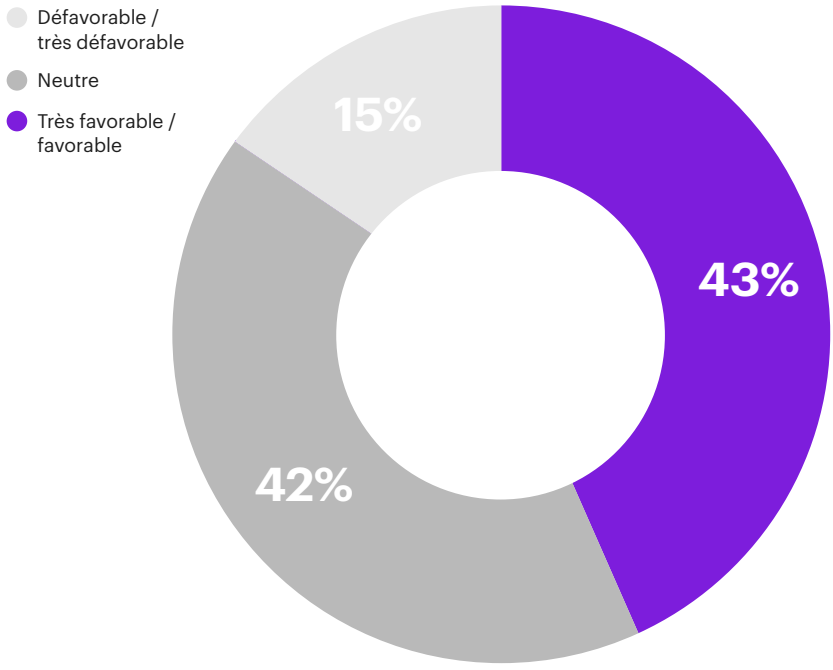


Martin Roth
Chef du secteur
Promotion des exportations /
Promotion économique
Secrétariat d'État à l'économie (SECO)

Figure 1

Les attentes des PME suisses concernant les conditions-cadres de la politique économique témoignent d'un optimisme prudent pour l'avenir.

Comment évaluez-vous le contexte de politique économique en Suisse pour les 12 prochains mois?



Les prix élevés de l'énergie et des matières premières constituent le risque conjoncturel le plus souvent cité par les PME suisses.

Les risques liés aux coûts passent au premier plan, tandis que les incertitudes géopolitiques persistent.

52% des PME suisses interrogées citent les **prix élevés de l'énergie et des matières premières** comme risque conjoncturel.

50% citent les **évolutions de la politique étrangère** comme risque, soit une baisse de **20 points de pourcentage** par rapport à l'année précédente.

49% estiment que le **flou des relations bilatérales** entre **la Suisse et l'UE** représente un risque potentiel pour les PME suisses.

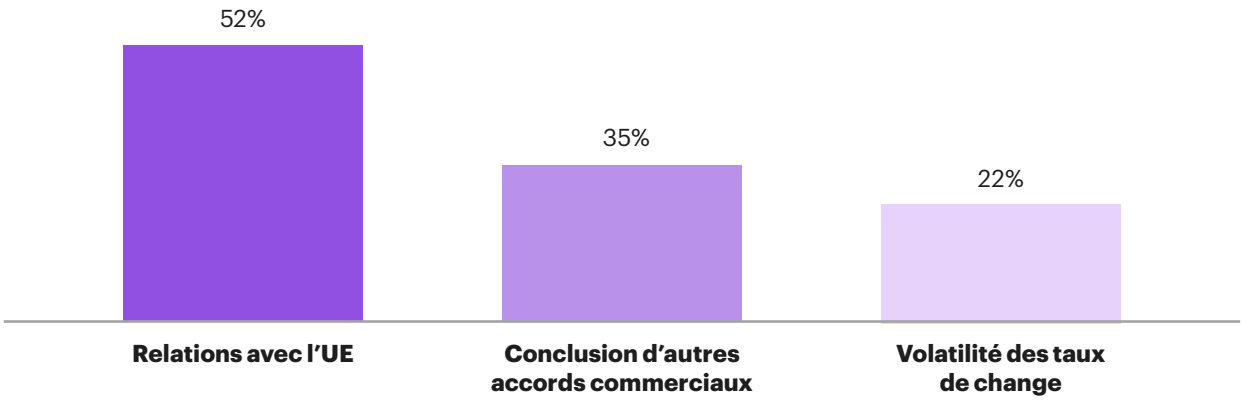
Source: Étude PME Suisse 2026 – Où en sont les PME suisses?

Figure 2

Les relations avec l'UE et les nouveaux accords de libre-échange restent les principales priorités politiques des PME.

Les relations avec l'UE au premier plan.

Quels sont les trois thèmes prioritaires dont la politique suisse devrait s'occuper au cours des 12 prochains mois?



Source: Étude PME Suisse 2026 – Où en sont les PME suisses?

Figure 3

Les PME suisses envisagent l'avenir avec plus de confiance et augmentent leur productivité.

Le climat de l'économie suisse s'est légèrement amélioré par rapport à l'année précédente. Les prix élevés de l'énergie et des matières premières sont considérés comme le principal risque.

65%

des PME suisses interrogées jugent leur **situation économique** dans 3 ans **bonne ou très bonne.**

+23 Pp.

la proportion de PME qui considèrent **les prix élevés de l'énergie et des matières premières** comme un risque conjoncturel a augmenté.

58%

des PME suisses font état d'une **hausse de la productivité** au cours des 12 derniers mois.

Source: Étude PME Suisse 2026 – Où en sont les PME suisses?

02 PME suisses : la confiance progresse, la compétitivité reste un défi

Les PME suisses évaluent les conditions-cadres de la politique économique en 2026 nettement plus favorablement qu'auparavant. 53 % des entreprises interrogées jugent les conditions actuelles bonnes ou très bonnes, contre 44 % l'année précédente. Parallèlement, la part des évaluations négatives a reculé de 26 % à 10 %.

Les perspectives se sont également améliorées. Au total, 43 % des répondants anticipent des conditions-cadres de la politique économique bonnes ou très bonnes pour les douze prochains mois, contre 30 % l'année précédente. La part des évaluations négatives est passée de 35 % à 15 %. Les perspectives restent néanmoins plus réservées que l'évaluation des conditions actuelles. Pour les entreprises, de grandes incertitudes subsistent quant aux conditions-cadres économiques.

Les PME se montrent plus optimistes quant à leur propre situation économique. 58 % des PME jugent leur situation économique actuelle bonne ou très bonne, et environ 65 % anticipent une situation favorable dans trois ans. En revanche, seules 43 % prévoient des conditions-cadres de la politique économique bonnes ou très bonnes dans douze mois. Cela suggère que les entreprises évaluent leurs propres perspectives à long terme plus favorablement que l'environnement économique et politique. Elles pourraient notamment miser sur leurs propres leviers d'action, comme la conquête de nouveaux clients et marchés ou la mise en place de processus plus efficaces.

Près de 90 % des PME suisses évaluent les conditions-cadres économiques actuelles de manière positive ou neutre. La part des évaluations négatives est tombée à 10 %, soit une baisse de plus de moitié par rapport à l'année précédente.

Les perspectives économiques varient sensiblement selon les secteurs d'activité. Dans la logistique et le transport de marchandises, la chimie et l'industrie pharmaceutique, ainsi que les technologies de mesure et de régulation, 75 % des entreprises anticipent une situation économique favorable dans trois ans.

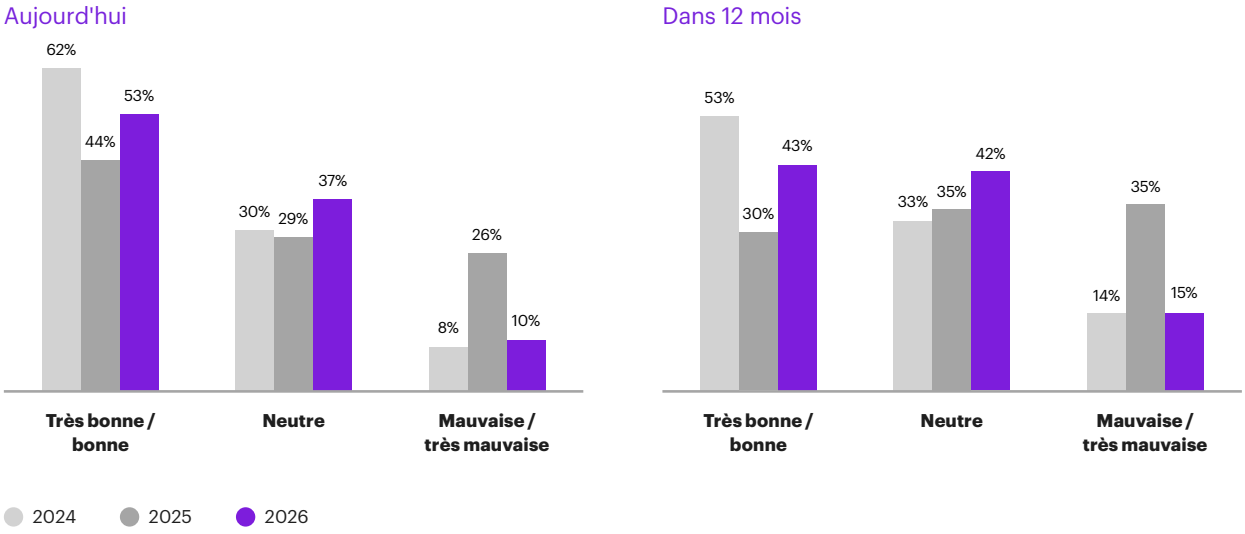
L'industrie des machines affiche en revanche les perspectives les plus prudentes, avec seulement 47 % d'appréciations positives à horizon trois ans. Cette réserve pourrait s'expliquer par la forte orientation du secteur vers l'exportation. Celui-ci est également particulièrement sensible aux fluctuations des taux de change et à la demande de secteurs clients majeurs, comme l'industrie automobile allemande.
Ces disparités sectorielles suggèrent que l'amélioration générale du climat de confiance ne laisse pas encore présager une reprise économique.

75 % des entreprises interrogées dans les secteurs de la logistique, de la chimie et de l'industrie pharmaceutique anticipent une situation économique bonne ou très bonne dans trois ans, contre seulement 47 % dans l'industrie des machines.

Figure 4

Les conditions-cadres économiques sont à nouveau jugées plus favorablement, mais les attentes pour les douze prochains mois restent plus mesurées.

Comment évaluez-vous les conditions-cadres économiques en Suisse aujourd'hui et dans douze mois?
Valeurs en pourcentage



Source: Étude PME Suisse 2026 – Où en sont les PME suisses?

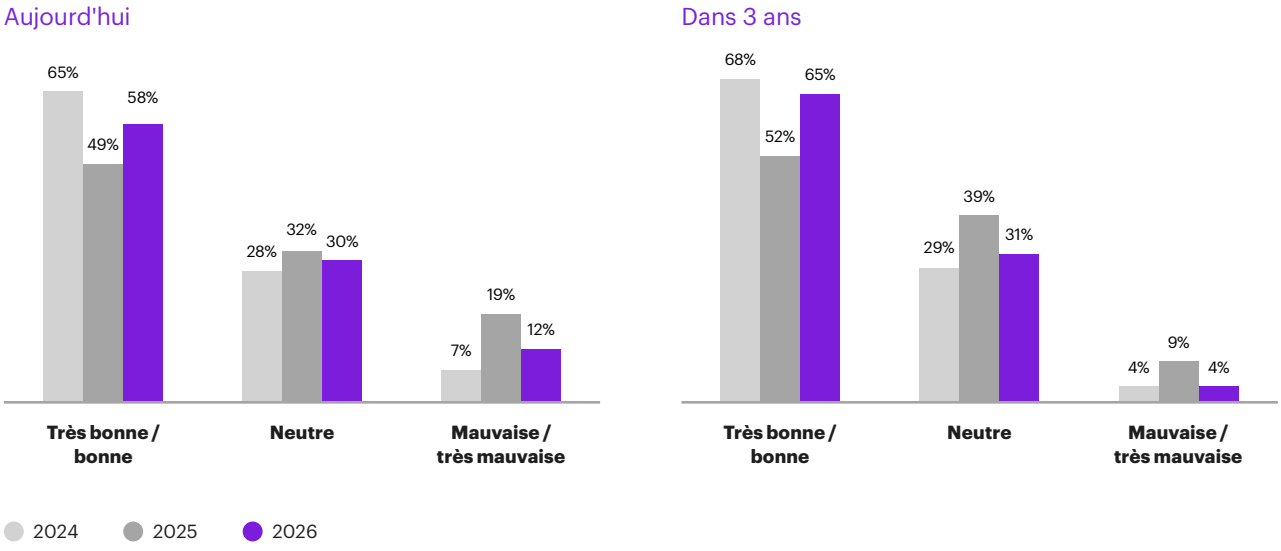
L'optimisme des entreprises s'appuie notamment sur l'évolution récente de leur chiffre d'affaires. Au cours des douze derniers mois, 61 % des PME interrogées ont enregistré une hausse de leur chiffre d'affaires, dont 11 % une progression supérieure à 10 %. Seules 36 % font état d'un recul, contre 52 % l'année précédente.

Pour l'année en cours, les attentes positives prédominent : 61 % des entreprises prévoient une hausse de leur chiffre d'affaires, 21 % une stabilité et 18 % un recul. La proportion de PME anticipant une croissance a doublé par rapport à l'année précédente.

Figure 5

La situation économique de l'entreprise est à nouveau jugée plus positivement, et la confiance est encore plus élevée pour les trois prochaines années.

Comment évaluez-vous la situation économique de votre entreprise, aujourd'hui et dans 3 ans?
Valeurs en pourcentage

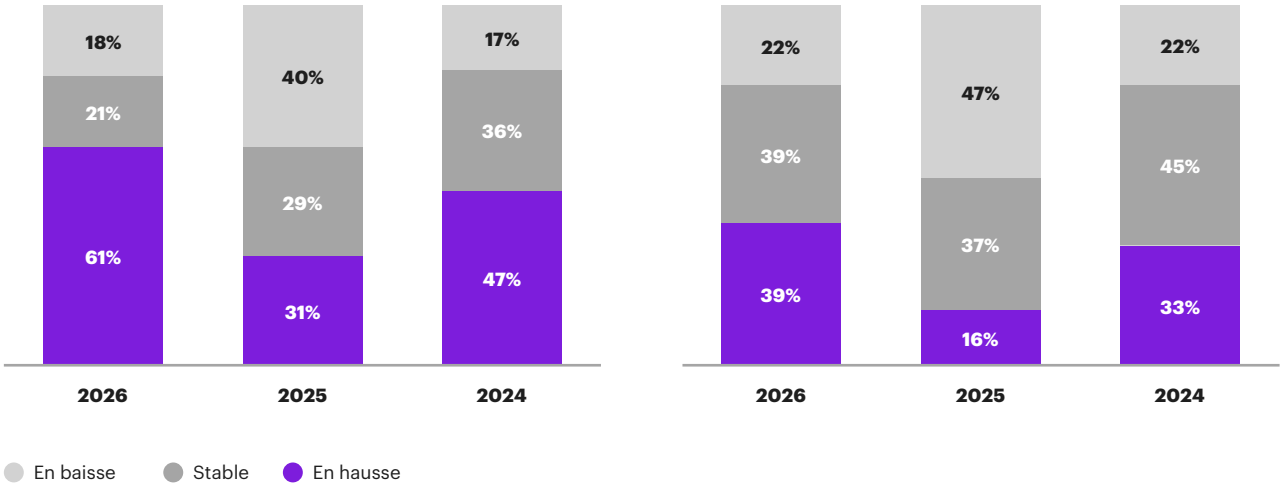


Source: Étude PME Suisse 2026 – Où en sont les PME suisses?

Figure 6

Nettement plus de PME s'attendent à une hausse du chiffre d'affaires et de la rentabilité, tandis que moins d'entreprises prévoient un recul.

Comment les indicateurs suivants de votre entreprise vont-ils évoluer au cours de l'année?
Valeurs en pourcentage



Source: Étude PME Suisse 2026 – Où en sont les PME suisses?

Les perspectives de rentabilité se sont également améliorées : 39 % des PME anticipent une hausse, 39 % une stabilité et 22 % un recul, contre 47 % qui prévoyaient une baisse l'année précédente.

Pour l'année en cours, les PME sont plus nombreuses à anticiper une hausse de leur chiffre d'affaires (61 %) qu'une amélioration de leur marge bénéficiaire (39 %). Cette croissance ne devrait toutefois pas systématiquement s'accompagner d'une hausse de la rentabilité, notamment en raison de la pression persistante sur les coûts et des possibilités limitées de répercuter les hausses de prix sur les clients.

Cette confiance repose notamment sur l'espoir d'une meilleure visibilité dans le commerce international, en particulier concernant les droits de douane américains, ainsi que sur les gains d'efficacité attendus de la numérisation et de l'IA. L'enjeu pour les entreprises sera de convertir la croissance de leur chiffre d'affaires en une amélioration de leur rentabilité, malgré les risques accrus liés aux prix de l'énergie et à l'approvisionnement en matières premières.

Conclusion

— **Le retour de la confiance :** les PME évaluent à nouveau plus positivement leur situation économique. Les perspectives concernant les conditions-cadres de la politique économique restent mesurées, compte tenu des incertitudes géopolitiques et des relations incertaines avec l'UE

— **Des perspectives contrastées selon les secteurs :** 75 % des entreprises interrogées dans les secteurs de la chimie, de l'industrie pharmaceutique, de la logistique et du transport de marchandises anticipent une situation économique bonne ou très bonne dans trois ans, contre 47 % dans l'industrie des machines.

— **Un optimisme plus marqué concernant leur propre activité que l'environnement économique et politique :** environ 65 % des PME anticipent une situation économique positive dans trois ans, tandis que seules 43 % prévoient des conditions-cadres de la politique économique bonnes ou très bonnes pour les douze prochains mois.



03 Entre prix de l'énergie et relations avec l'UE : les risques mondiaux qui mettent les PME suisses au défi

Le regain de confiance des PME suisses s'accompagne d'incertitudes persistantes. Pour les douze prochains mois, les prix élevés de l'énergie et des matières premières, ainsi que les risques liés à leur disponibilité, sont davantage au centre des préoccupations. Les évolutions de la politique extérieure, notamment les relations avec l'UE, demeurent également des risques majeurs. Leur importance varie toutefois sensiblement selon les secteurs d'activité.

Les prix élevés de l'énergie et des matières premières ainsi que les évolutions de la politique extérieure sont considérés comme les principaux risques pour les PME.

Les prix élevés de l'énergie et des matières premières constituent le risque conjoncturel le plus fréquemment cité, par 52 % des PME interrogées, soit environ 23 points de pourcentage de plus que l'année précédente. Ce risque est particulièrement souvent mentionné dans les secteurs de la transformation des métaux (80 %), ainsi que de la logistique et du transport de marchandises (75 %). Dans ces secteurs, l'énergie et les matières premières représentent une part importante des charges d'exploitation, si bien que les fluctuations de prix peuvent fortement peser sur les marges.

Les risques liés à la disponibilité des matières premières sont de plus en plus fréquemment cités : 39 % des PME interrogées les mentionnent cette année, contre 8 % l'année précédente, soit une hausse de 31 points de pourcentage. La taille de l'entreprise joue ici un rôle important : environ la moitié des PME réalisant un chiffre d'affaires annuel compris entre 1 et 10 millions de francs suisses considèrent cette disponibilité comme un risque, contre 32 % pour celles dont le chiffre d'affaires dépasse 10 millions. Les petites entreprises disposent de moins de possibilités de se tourner vers d'autres fournisseurs. Le recours à des fournisseurs supplémentaires et la constitution de stocks plus importants peuvent sécuriser l'approvisionnement, mais entraînent des coûts et immobilisent du capital. Ces mesures devraient donc être privilégiées lorsque d'éventuelles ruptures d'approvisionnement risqueraient de perturber fortement l'activité.

Les évolutions de la politique extérieure sont citées comme risque conjoncturel par 50 % des entreprises, contre 70 % l'année précédente. Le protectionnisme est également un peu moins fréquemment mentionné (43 %) qu'en 2025 (48 %). Malgré ces reculs, les conditions du commerce international restent un facteur de risque important pour plusieurs secteurs industriels. Dans l'industrie des machines, le protectionnisme arrive en tête (51 %), devant les évolutions de la politique extérieure (49 %). Dans l'électronique et l'électrotechnique, ces deux risques sont cités à égalité par 53 % des entreprises interrogées. Ces résultats suggèrent qu'au-delà des coûts directs, la fiabilité des relations commerciales transfrontalières joue également un rôle important. L'évolution des conditions commerciales pourrait compliquer la planification des ventes, les approvisionnements et les décisions d'investissement, même si ses effets précis restent difficiles à anticiper.

Les relations bilatérales incertaines avec l'UE sont perçues comme un risque par 49 % des PME interrogées, une proportion quasiment inchangée par rapport à l'année précédente. Cette préoccupation est particulièrement marquée dans les secteurs des technologies médicales et de la transformation des matières plastiques : elle est exprimée par cinq des six entreprises interrogées dans le premier secteur et par six des huit entreprises du second. Ces entreprises sont particulièrement exposées au risque que de nouvelles restrictions commerciales ou des modifications des règles d'homologation compliquent la vente de leurs produits dans l'UE.

D'autres risques concernent le personnel et les taux de change, cités chacun par 31 % des entreprises interrogées, ce qui représente une hausse d'environ 10 points de pourcentage par rapport à l'année précédente pour l'accès à la main-d'œuvre qualifiée. Ce risque est particulièrement souvent cité dans les secteurs de la logistique et du transport de marchandises, de l'électronique et de l'électrotechnique, ainsi que de la transformation des métaux (entre 40 % et 42 %). La stabilité des marchés financiers (9 %) et la politique des taux d'intérêt de la Banque nationale suisse (BNS) et de la Banque centrale européenne (BCE) (8 %) sont nettement moins fréquemment citées. Les entreprises accordent ainsi davantage d'importance aux défis opérationnels concrets qu'aux évolutions du système financier ou aux décisions de politique monétaire.

L'analyse des principaux facteurs influençant le développement économique des entreprises révèle une tendance similaire : environ 91 % des répondants accordent une grande importance aux évolutions géopolitiques. Pour plus de 80 % des PME, l'évolution des prix et l'inflation, la sécurité des données et des systèmes informatiques, les tendances technologiques ainsi que la réglementation européenne revêtent également une grande importance.

L'importance accordée à l'inflation et à l'évolution des prix n'est pas contradictoire avec le fait que la politique des taux d'intérêt soit relativement peu citée comme risque. En effet, les prix restent importants pour le calcul des coûts et les décisions d'investissement, même si les décisions de politique monétaire ne figurent pas parmi les principaux risques perçus.

Une explication possible est que de nombreuses entreprises font confiance à la BNS et à la BCE pour assurer la stabilité des prix et accordent donc moins d'importance aux risques liés à la politique monétaire qu'aux défis opérationnels.

Les enjeux climatiques et environnementaux sont légèrement moins souvent considérés comme des facteurs importants que l'année précédente. Cela suggère une évolution des priorités des entreprises, sans toutefois permettre de conclure à une réduction de leurs activités ou de leurs investissements dans ces domaines.

Conclusion

— **Les coûts et l'approvisionnement passent au premier plan :** les prix élevés de l'énergie et des matières premières constituent le risque conjoncturel le plus fréquemment cité (52 %). Les inquiétudes sont particulièrement marquées dans les secteurs de la transformation des métaux et de la logistique. La disponibilité des matières premières gagne nettement en importance, passant de 8 % à 39 %.

— **Les incertitudes internationales restent d'actualité :** les évolutions de la politique extérieure sont moins souvent citées comme risque que l'année précédente. Les relations commerciales restent toutefois un défi majeur, notamment pour l'industrie des machines ainsi que pour l'électronique et l'électrotechnique. Les relations incertaines avec l'UE continuent de préoccuper environ la moitié des PME.

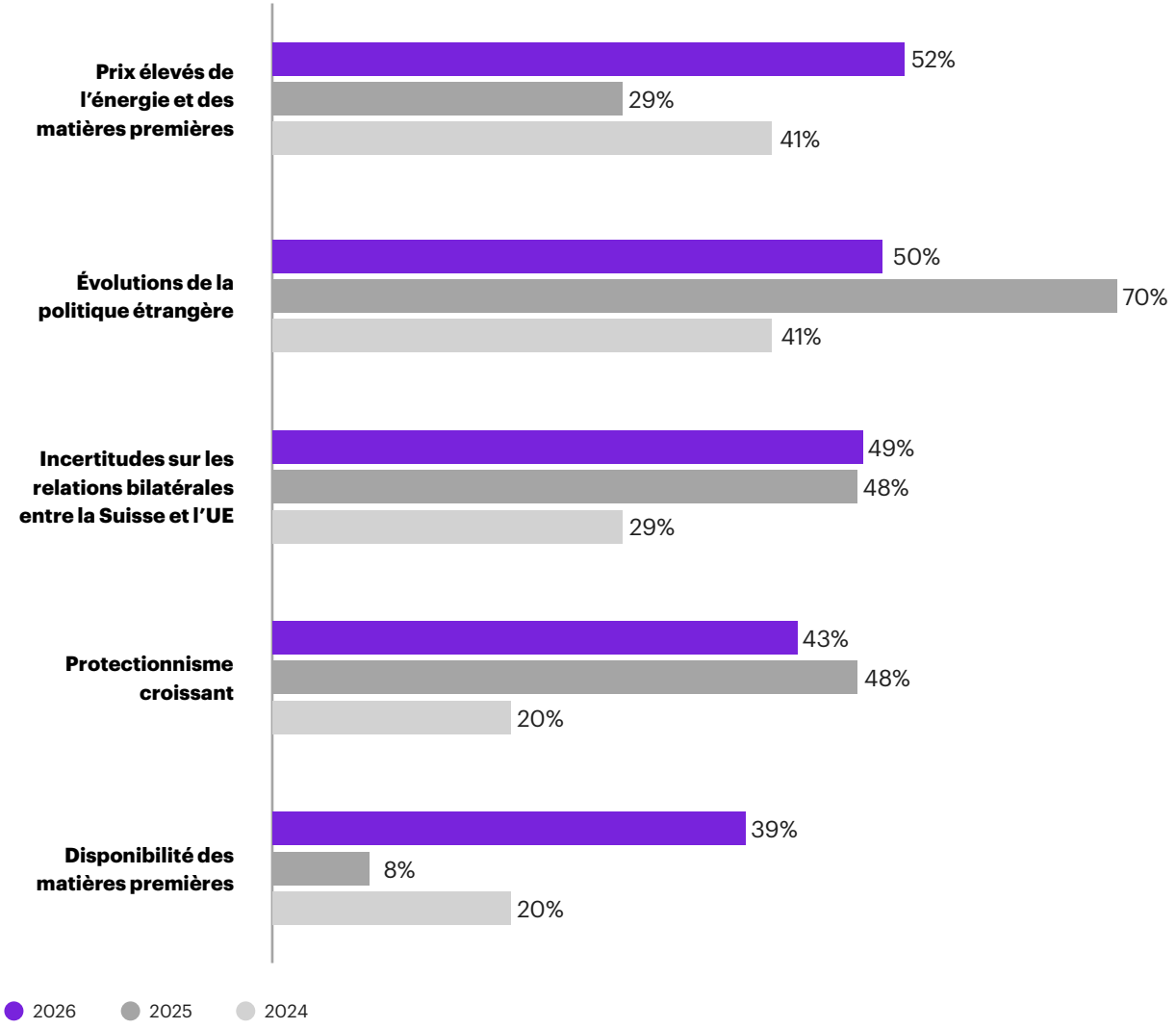
— **Le renforcement des capacités internes gagne en importance :** les entreprises disposent d'une influence limitée sur de nombreux facteurs externes. Il est donc d'autant plus important d'améliorer leur productivité opérationnelle afin de renforcer leur compétitivité.

Figure 7

Les risques liés aux prix de l'énergie et des matières premières ainsi qu'à leur disponibilité gagnent en importance, tandis que les évolutions de la politique extérieure sont moins fréquemment citées comme risque.

Selon vous, quels sont les principaux risques conjoncturels au cours des douze prochains mois?

Valeurs en pourcentage



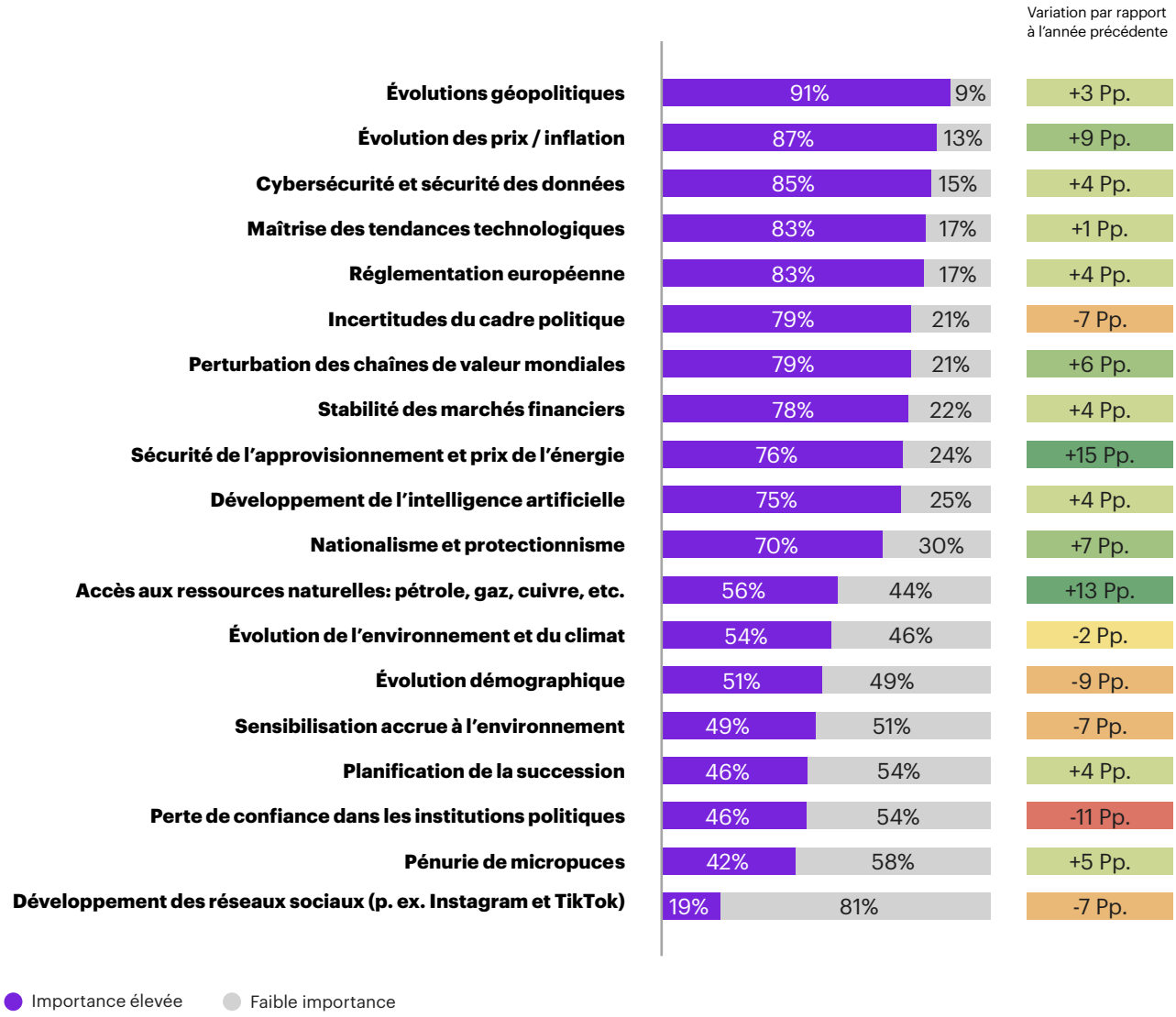
Source: Étude PME Suisse 2026 – Où en sont les PME suisses?

Figure 8

La géopolitique reste le principal facteur d'influence économique, tandis que l'approvisionnement énergétique et l'accès aux ressources gagnent en importance.

Quelle importance les facteurs suivants ont-ils pour le développement économique de votre entreprise?

Valeurs en pourcentage



Source: Étude PME Suisse 2026 – Où en sont les PME suisses?

04 Productivité et IA : saisir les opportunités, renforcer les compétences

Dans l'analyse de cette année, les PME suisses se montrent nettement plus confiantes que les années précédentes, malgré la pression persistante sur les coûts et les nombreuses incertitudes externes. Pour préserver leur compétitivité à long terme, elles doivent notamment améliorer leur productivité. Comment les PME ont-elles amélioré leur productivité au cours des douze derniers mois et quel rôle l'IA a-t-elle joué dans cette évolution ?

L'analyse montre que 58 % des PME interrogées ont amélioré leur productivité au cours des douze derniers mois, mais seulement 4 % d'entre elles font état d'une forte progression. Ces résultats indiquent que la productivité s'améliore principalement de manière progressive et que les gains importants demeurent rares.

Pour de nombreuses PME, les gains de productivité passent d'abord par l'optimisation des processus. L'amélioration de l'efficacité des processus et la standardisation sont les leviers les plus fréquemment cités, devant la numérisation, l'automatisation et l'IA. Les entreprises peuvent ainsi en déduire qu'il est préférable de planifier conjointement l'amélioration des processus et le recours aux technologies.

L'amélioration de l'efficacité des processus et la standardisation sont les leviers de productivité les plus fréquemment cités.

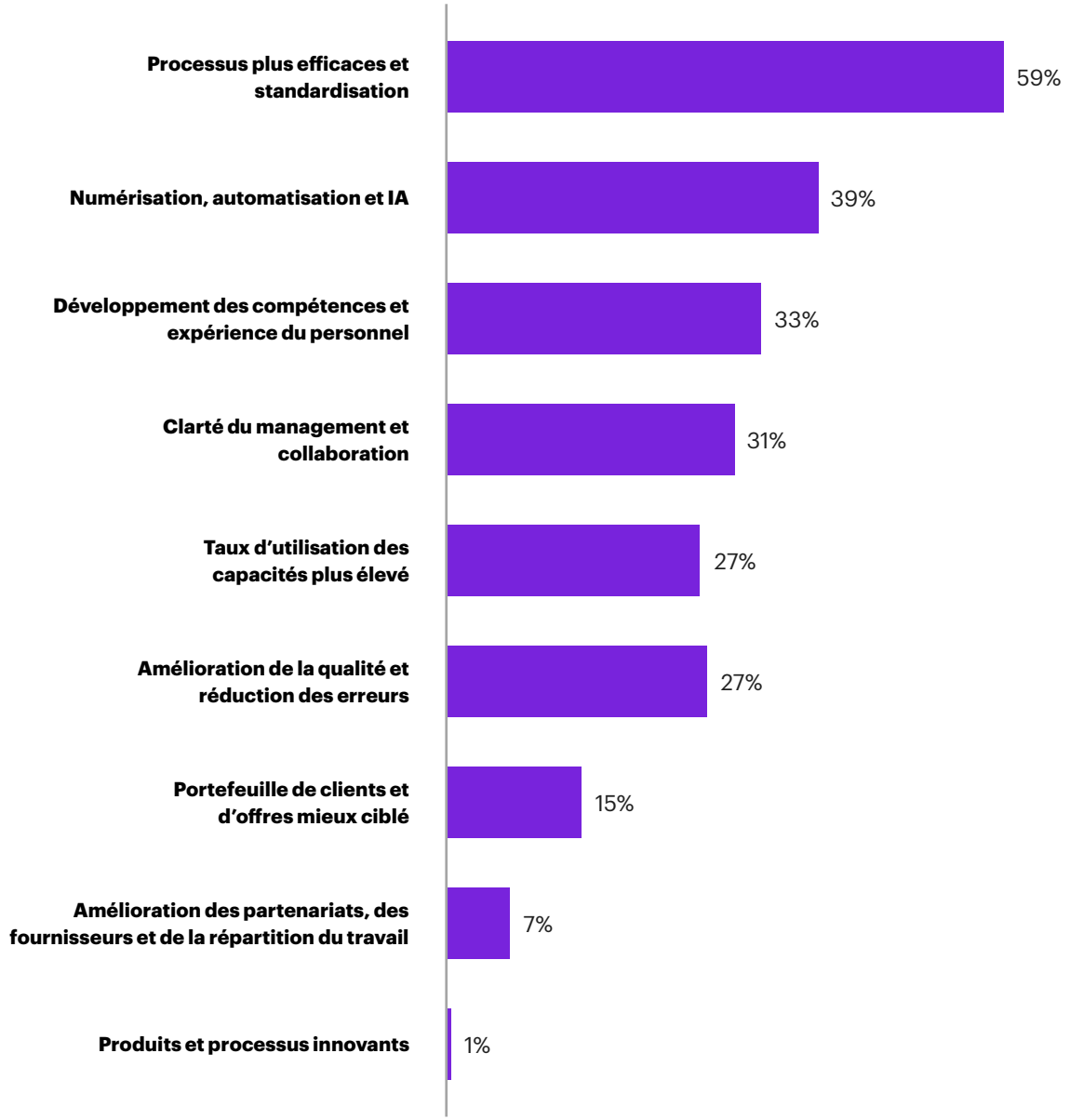


Figure 9

L'amélioration de l'efficacité des processus et la standardisation sont les principaux leviers de productivité cités, suivis de la numérisation, de l'automatisation et de l'IA.

Qu'est-ce qui a le plus contribué à l'augmentation de la productivité au cours des 12 derniers mois?

Valeurs en pourcentage



Source: Étude PME Suisse 2026 – Où en sont les PME suisses?

Les entreprises interrogées perçoivent de plus en plus l'IA comme une opportunité. Sur une échelle allant de 1 (menace) à 10 (opportunité), la note moyenne atteint 8,7 contre 6,9 en 2024. Les possibilités d'application de l'IA semblent ainsi être devenues plus claires pour les entreprises.

L'IA est déjà utilisée dans différentes fonctions de l'entreprise, principalement pour les bases de connaissances internes. Viennent ensuite les outils d'analyse facilitant la résolution de problèmes et la prise de décision (42 %), puis l'analyse des données commerciales et financières (39 %). Plusieurs des applications les plus répandues servent ainsi à préparer et à analyser des informations pour faciliter la prise de décision.

Par ailleurs, 31 % des entreprises interrogées utilisent l'IA pour développer du code et des applications, et 23 % pour soutenir le développement de produits et la simulation. La vision par ordinateur appliquée à la production reste nettement moins répandue (4 %). Cette répartition pourrait indiquer que de nombreuses entreprises privilégient d'abord les domaines dans lesquels l'IA peut faciliter les tâches existantes de recherche, d'analyse et de développement. La faible diffusion de la vision par ordinateur pourrait également s'expliquer par des exigences plus spécifiques en matière de données et d'intégration dans les processus de production.

La diffusion d'une application – le degré d'adoption de cette application par les entreprises – ne renseigne toutefois que partiellement sur l'intensité de son utilisation et sur les bénéfices économiques qu'elle génère. Une base de connaissances peut, par exemple, être consultée ponctuellement ou pleinement intégrée aux processus quotidiens. Ces différents niveaux de maturité ne ressortent pas des résultats présentés.

L'analyse par domaine d'application révèle des différences dans l'évolution rapportée de la productivité. Parmi les entreprises utilisant l'IA pour la reconnaissance de motifs et l'analyse de grands ensembles de données, 63 % font état d'une hausse de leur productivité. Cette proportion est également proche de 63 % pour celles qui utilisent l'IA pour analyser des données commerciales et financières, et atteint 62 % pour les bases de connaissances internes. Dans l'ensemble de l'échantillon, 58 % font état d'une hausse de la productivité.

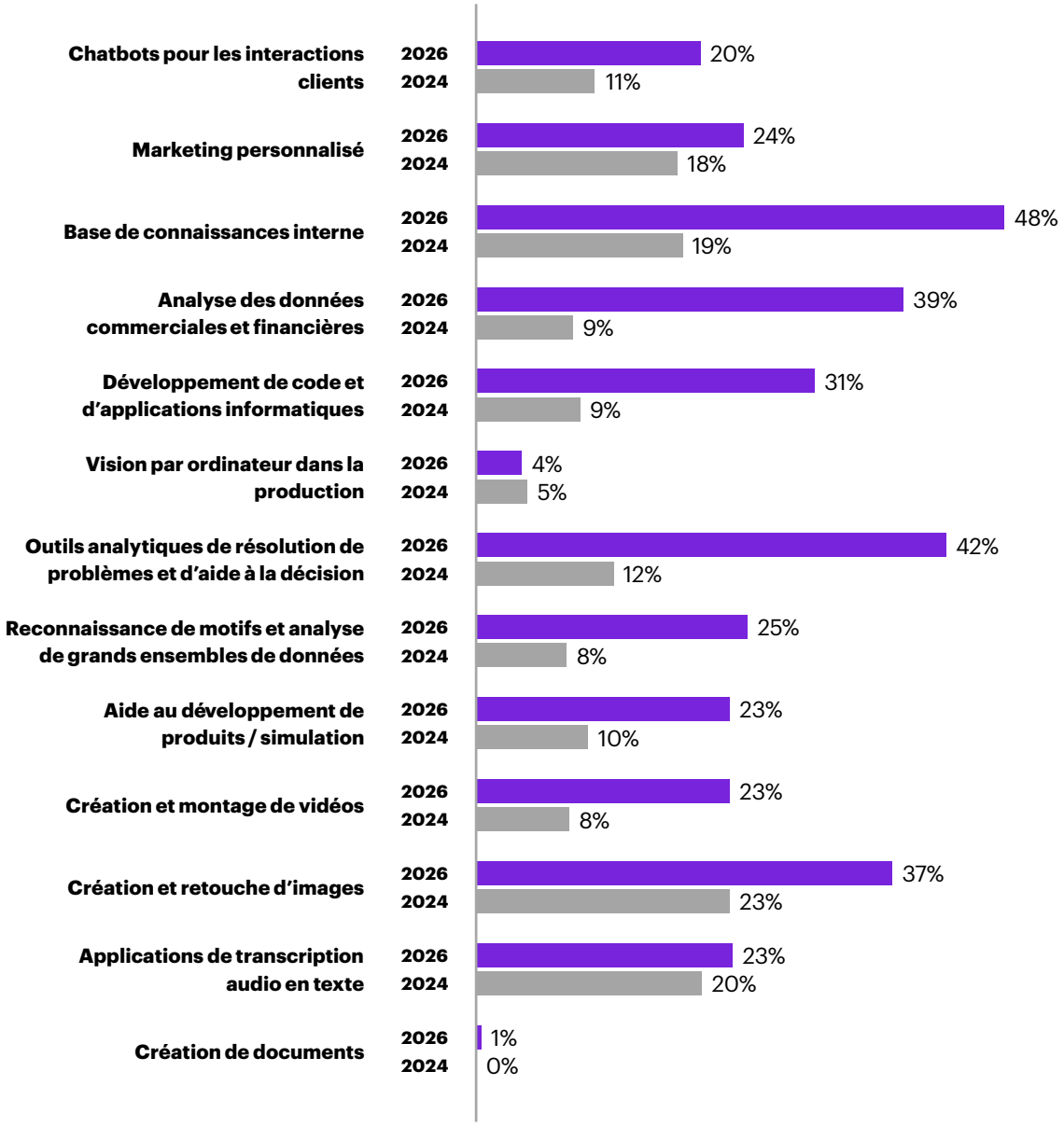
La proportion légèrement plus élevée d'entreprises déclarant une hausse de leur productivité parmi ces groupes d'utilisateurs pourrait suggérer une contribution de l'IA. Une autre explication est toutefois possible : des processus bien structurés et des données adaptées peuvent à la fois faciliter l'utilisation de l'IA et améliorer la productivité indépendamment de celle-ci. Les résultats ne permettent cependant pas d'établir de lien de causalité. En outre, les groupes d'utilisateurs se recoupent et l'échantillon global servant de référence comprend également des entreprises qui utilisent l'IA.

Pour les entreprises, la diffusion d'une application constitue un point de référence, mais ne dispense pas d'évaluer son utilité dans leurs propres activités. L'essentiel est de déterminer si elle permet de résoudre un problème opérationnel précis et d'améliorer l'ensemble du processus de travail, y compris la vérification et le traitement ultérieur des résultats obtenus.

Figure 10

L'IA soutient surtout les activités intellectuelles : les bases de connaissances internes et les applications analytiques sont particulièrement répandues.

Dans quel but votre entreprise utilise-t-elle déjà l'intelligence artificielle?



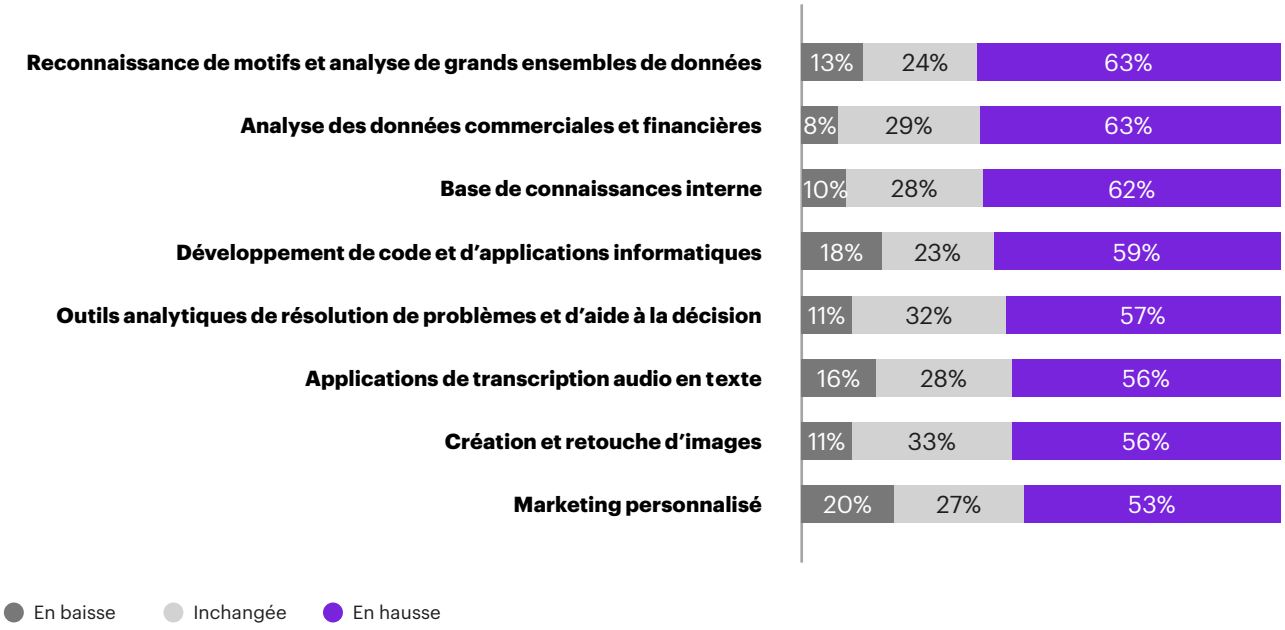
Source: Étude PME Suisse 2026 – Où en sont les PME suisses?

Les attentes des PME vont au-delà des applications individuelles de l'IA. Au cours des deux à trois prochaines années, 82 % des entreprises interrogées s'attendent à des changements importants dans leurs méthodes de travail sous l'effet de l'IA, 71 % dans leurs interactions avec les clients et 65 % dans le développement de produits et l'innovation. Les changements de modèle économique sont évalués avec davantage de prudence. Cela suggère que de nombreuses PME considèrent avant tout l'IA comme un moyen d'améliorer leurs activités existantes. Les premières possibilités d'application se situent donc principalement dans la simplification des tâches récurrentes et l'amélioration de la préparation des décisions.

Ces initiatives visant à améliorer la productivité s'inscrivent toutefois dans un contexte de pression économique. Parmi les obstacles généraux aux gains de productivité, 40 % des répondants citent les coûts et la pression sur les marges, 36 % les charges administratives et réglementaires et 30 % la demande et la pression concurrentielle. Cette situation révèle un possible conflit d'objectifs : la pression économique qui rend les gains d'efficacité nécessaires peut également limiter les ressources disponibles pour les réaliser.

Le seul recours à l'IA ne démontre pas l'existence d'un bénéfice économique. Celui-ci doit se traduire par une amélioration mesurable du processus concerné.

Figure 11
Évolution de la productivité selon l'utilisation de l'intelligence artificielle.



Source: Étude PME Suisse 2026 – Où en sont les PME suisses?

Interrogées spécifiquement sur les obstacles à une utilisation plus productive de l'IA, 54 % des PME citent en premier lieu le manque de compétences, suivi du manque de temps (40 %) et des préoccupations liées à la protection et à la sécurité des données (35 %). Les coûts sont moins fréquemment mentionnés (18 %), tandis que 17 % des répondants estiment que les bénéfices économiques ne sont pas clairement établis. Le manque d'acceptation constitue un obstacle relativement mineur avec 8 %.

Ces résultats semblent davantage refléter des difficultés de mise en œuvre qu'un rejet fondamental de l'IA. Des budgets technologiques supplémentaires ne devraient donc pas suffire à eux seuls. Les directions d'entreprise devraient donc prévoir, dans le cadre de leurs investissements, la formation, une répartition claire des responsabilités et le temps nécessaire au déploiement de l'IA.

Une première démarche pragmatique consiste à identifier un processus récurrent, clairement délimité et présentant un potentiel d'amélioration mesurable. Il peut par exemple s'agir de tâches de recherche d'informations chronophages ou d'analyses manuelles. Les entreprises devraient d'abord déterminer quelles étapes peuvent être simplifiées, puis évaluer si la standardisation des processus, une automatisation classique ou l'IA constitue la solution la plus adaptée.

La mise en œuvre nécessite un responsable identifié, des données appropriées et des règles précises concernant l'accès aux données, leur protection et le contrôle des résultats.

L'enquête met en évidence les principales limites au déploiement de l'IA : le manque de compétences et de temps sont les obstacles les plus fréquemment cités.

54 % citent le manque de compétences comme obstacle à une utilisation productive accrue de l'IA, et 40 % le manque de temps.

La protection et la sécurité des données demeurent également des enjeux importants.

Pour les directions d'entreprise, les perspectives de gains de productivité s'accompagnent donc de mesures concrètes : améliorer les processus, sélectionner les technologies adaptées et former les collaborateurs à leur utilisation.

Conclusion

— **La productivité commence par les processus :** l'amélioration de l'efficacité des processus et la standardisation sont les leviers de productivité les plus fréquemment cités (59 %). Les entreprises devraient prendre les difficultés opérationnelles concrètes comme point de départ de leurs démarches d'amélioration.

— **L'IA offre des leviers dans le travail intellectuel :** 48 % des entreprises interrogées utilisent l'IA pour leurs bases de connaissances internes. Cette utilisation figure, avec l'analyse de données, parmi les applications les plus répandues. Sa pertinence dépend de sa capacité à améliorer efficacement les processus de travail concernés.

— **Les bénéfices économiques doivent être démontrés :** les corrélations observées ne permettent pas d'établir que l'IA contribue directement aux gains de productivité. Les bénéfices devraient être évalués en fonction du temps gagné et de la qualité des résultats, en tenant compte de l'ensemble des coûts.

— **La mise en œuvre nécessite des compétences et de la marge de manœuvre :** avec 54 %, le manque de compétences est l'obstacle le plus fréquemment cité à une utilisation productive accrue de l'IA, suivi du manque de temps. La formation, des responsabilités claires et la disponibilité des ressources nécessaires font donc partie de tout déploiement.

05 Attentes des PME envers les pouvoirs publics : des conditions-cadres fiables pour les relations avec l'UE et l'utilisation de l'IA

Les entreprises peuvent développer elles-mêmes leurs processus et leurs capacités. En revanche, l'accès aux marchés internationaux et les conditions-cadres administratives dépendent des décisions des pouvoirs publics. L'enquête met en évidence les priorités des PME à cet égard ainsi que les formes de soutien qu'elles jugent particulièrement utiles pour leurs activités à l'étranger.

Les relations avec l'UE restent la première priorité politique des PME, citées par 52 % des répondants, un léger recul par rapport aux 61 % de l'année précédente. La conclusion de nouveaux accords de libre-échange arrive en deuxième position (35 %). Ces deux priorités restent davantage citées qu'en 2024, soulignant l'importance d'un accès fiable aux marchés internationaux pour les PME.

La proportion de PME citant une stratégie publique en matière d'IA progresse nettement, atteignant 19 %, soit près du double du niveau observé en 2025 (10 %). Compte tenu des obstacles à la mise en œuvre évoqués au chapitre 4, cette évolution pourrait indiquer un besoin croissant de repères concernant notamment les applications autorisées, la protection des données et les responsabilités. La réduction des charges salariales annexes gagne également en importance. Les investissements dans les infrastructures numériques et le renforcement de la place suisse de la recherche restent d'autres conditions importantes de la compétitivité.

La volatilité des taux de change est citée comme priorité politique par 22 % des PME, une proportion en légère hausse par rapport à l'année précédente. Cela pourrait refléter le souhait de pouvoir mieux anticiper les recettes et les coûts dans les échanges internationaux. Cette préoccupation souligne avant tout l'importance de la prévisibilité pour les entreprises.

Concernant les mesures publiques visant à accroître la productivité, l'allègement administratif arrive en tête : 53 % des PME citent la réduction de la bureaucratie et 51 % l'allègement des exigences réglementaires. Le soutien à la numérisation et à l'IA suit avec 24 %. Ces résultats suggèrent que de nombreuses PME ont avant tout besoin d'une plus grande marge de manœuvre pour mettre en œuvre leurs initiatives opérationnelles. La réduction des charges administratives pourrait libérer du temps et des ressources humaines pour améliorer les processus et introduire de nouvelles applications. L'allègement administratif et le soutien au développement technologique apparaissent ainsi comme deux approches complémentaires.

Pour leurs activités à l'étranger, les PME recherchent avant tout un soutien pratique. L'aide sur les questions douanières et réglementaires est jugée particulièrement utile par 62 % des répondants, suivie des informations sur les marchés et les pays.
Cela suggère qu'au-delà de l'accès formel aux marchés, les aspects pratiques du commerce international jouent également un rôle important.
Le recours à des spécialistes externes pourrait notamment aider les entreprises qui ne disposent pas des compétences nécessaires en interne. Environ un tiers des PME jugent également très utiles les prestations de conseil en matière d'accès à de nouveaux marchés, d'internationalisation ou de diversification, ainsi que les services de couverture des risques liés au financement des exportations.

Conclusion

— **L'accès aux marchés reste une condition essentielle à la croissance :** les relations avec l'UE restent la première priorité politique des PME (52 %), suivies de la conclusion de nouveaux accords de libre-échange. Les entreprises ne pouvant sélectionner que trois priorités, la baisse de la fréquence des mentions ne doit pas être interprétée trop rapidement comme un signe d'apaisement des préoccupations.

— **Le besoin de repères en matière d'IA s'accroît :** 19 % des PME citent une stratégie publique en matière d'IA parmi leurs priorités. Cette progression suggère qu'avec le développement de l'utilisation de l'IA dans les entreprises, le besoin de conditions-cadres fiables gagne également en importance.

— **L'allègement administratif peut faciliter la mise en œuvre :** la réduction de la bureaucratie et l'allègement des exigences réglementaires pourraient libérer des ressources nécessaires aux entreprises pour améliorer leurs processus et adopter de nouvelles technologies.

— **Le soutien doit répondre aux besoins opérationnels des entreprises :** les conditions-cadres politiques et les initiatives des entreprises doivent se compléter pour que l'accès aux marchés et le potentiel technologique génèrent des bénéfices économiques. 62 % des PME jugent cette aide particulièrement utile.

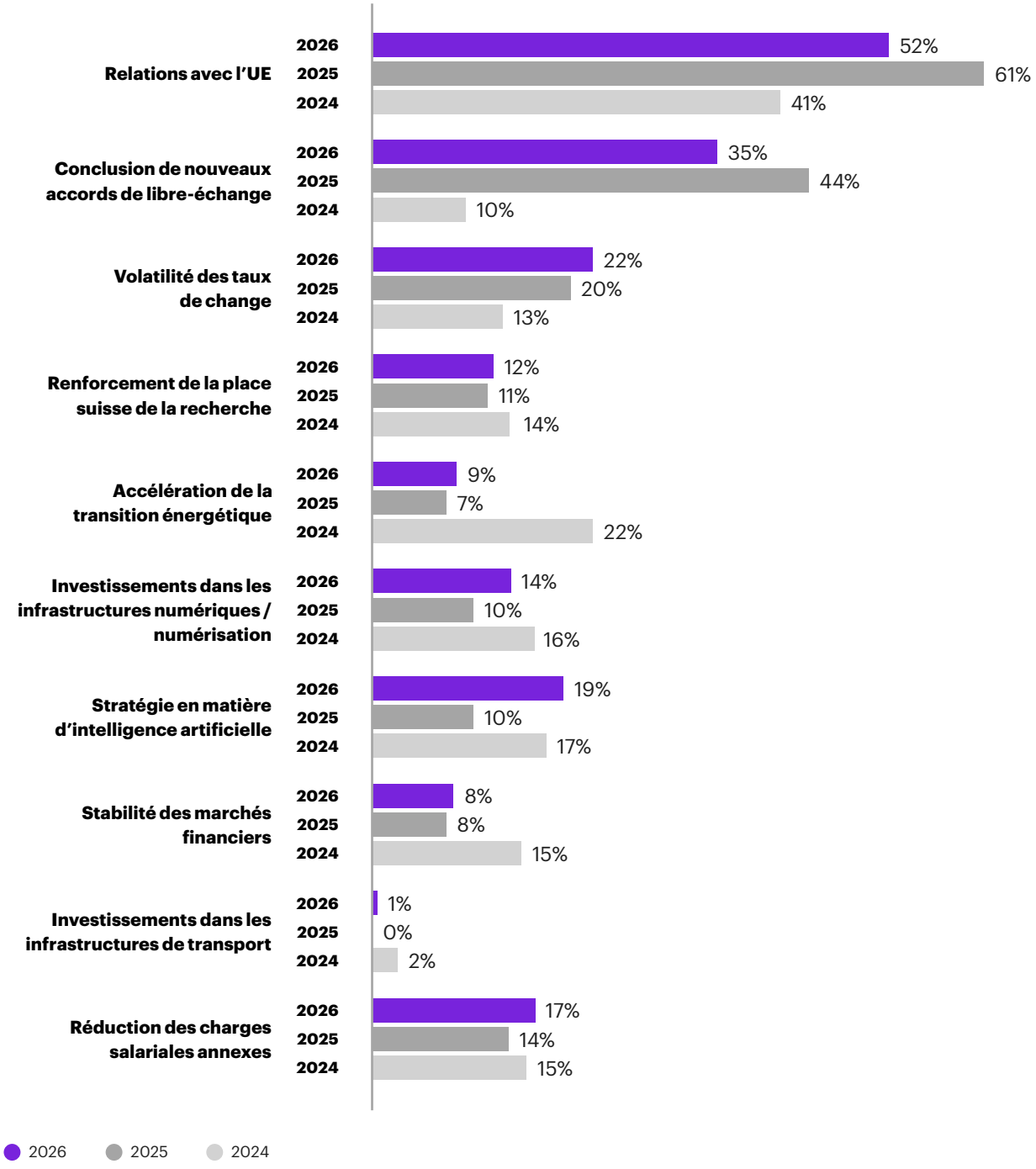


Figure 12

Les relations avec l'UE constituent une priorité pour 52% des PME, tandis que la proportion d'entreprises souhaitant une stratégie publique en matière d'IA a presque doublé.

Quels sont les trois sujets auxquels les pouvoirs publics suisses devraient accorder la priorité au cours des douze prochains mois ?

Valeurs en pourcentage



Source: Étude PME Suisse 2026 – Où en sont les PME suisses?

06 Éditeurs et partenaires de l’étude

KEARNEY

Kearney figure parmi les principaux cabinets mondiaux de conseil en management auprès des directions générales. Il conseille aussi bien de grands groupes internationaux que des entreprises de taille intermédiaire de premier plan et des institutions publiques. Le cabinet accompagne ses clients dans la transformation de leurs activités et de leur organisation afin de leur permettre de développer des avantages concurrentiels durables. Ses principaux domaines d’intervention comprennent la croissance et la numérisation, l’innovation et la durabilité, ainsi que l’optimisation des chaînes mondiales complexes de production et d’approvisionnement.

Fondé à Chicago en 1926, Kearney a ouvert son premier bureau hors des États-Unis à Düsseldorf en 1964. Le cabinet compte aujourd’hui environ 5 700 collaborateurs dans plus de 40 pays. Depuis 2010, il exerce ses activités de conseil de manière neutre sur le plan climatique.

En Suisse, Kearney a connu une forte croissance ces dernières années et compte désormais plus de 65 consultants à Zurich. Il accompagne de nombreuses entreprises suisses et internationales dans tous les secteurs industriels, notamment dans les secteurs des biens de consommation et du commerce, de l’industrie pharmaceutique et des sciences de la vie, de la construction mécanique et de l’industrie manufacturière, des télécommunications et de l’énergie.
www.kearney.ch

swiss export
Foreign Trade Association

swiss export est un centre de compétences dédié au commerce extérieur suisse. Son offre de services s’articule autour d’un large éventail de séminaires et d’événements spécialisés, de prestations de conseil individuel à l’exportation ainsi que du magazine spécialisé dans le commerce extérieur « swiss export Journal », publié par l’association. Entièrement privée, l’association crée des avantages concurrentiels pour ses membres et œuvre à l’amélioration de la compétitivité et des conditions-cadres des entreprises actives à l’international. Outre son secrétariat à Zurich et sa représentation en Suisse romande, swiss export met à disposition un réseau de spécialistes.

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Eidgenössisches Departement für
Wirtschaft, Bildung und Forschung WBF
Staatssekretariat für Wirtschaft SECO

Fischer

Le Secrétariat d'État à l'économie (SECO) est le centre de compétences de la Confédération suisse pour les questions de politique économique. Il œuvre en faveur d'un développement économique durable, d'un niveau d'emploi élevé et de conditions de travail équitables. À cet effet, il contribue à définir les conditions-cadres de la politique économique, tant en Suisse que dans les relations internationales. En tant qu'interlocuteur des entreprises et de la société, le SECO a pour objectif de préserver durablement la prospérité de la Suisse et de créer un environnement favorable aux activités économiques.

Fischer Reinach AG est une entreprise suisse spécialisée dans les techniques d'estampage et de formage des métaux. Depuis sa fondation en 1842, le travail des métaux est au cœur de son activité. Ses prestations couvrent le conseil, le développement, la fabrication de prototypes, la production en série et l'assemblage de sous-ensembles complets. Grâce à des composants de précision et à des solutions sur mesure, Fischer Reinach fournit notamment les secteurs de l'automobile, de la construction, ainsi que de l'électricité et de l'électronique.

07 L’enquête

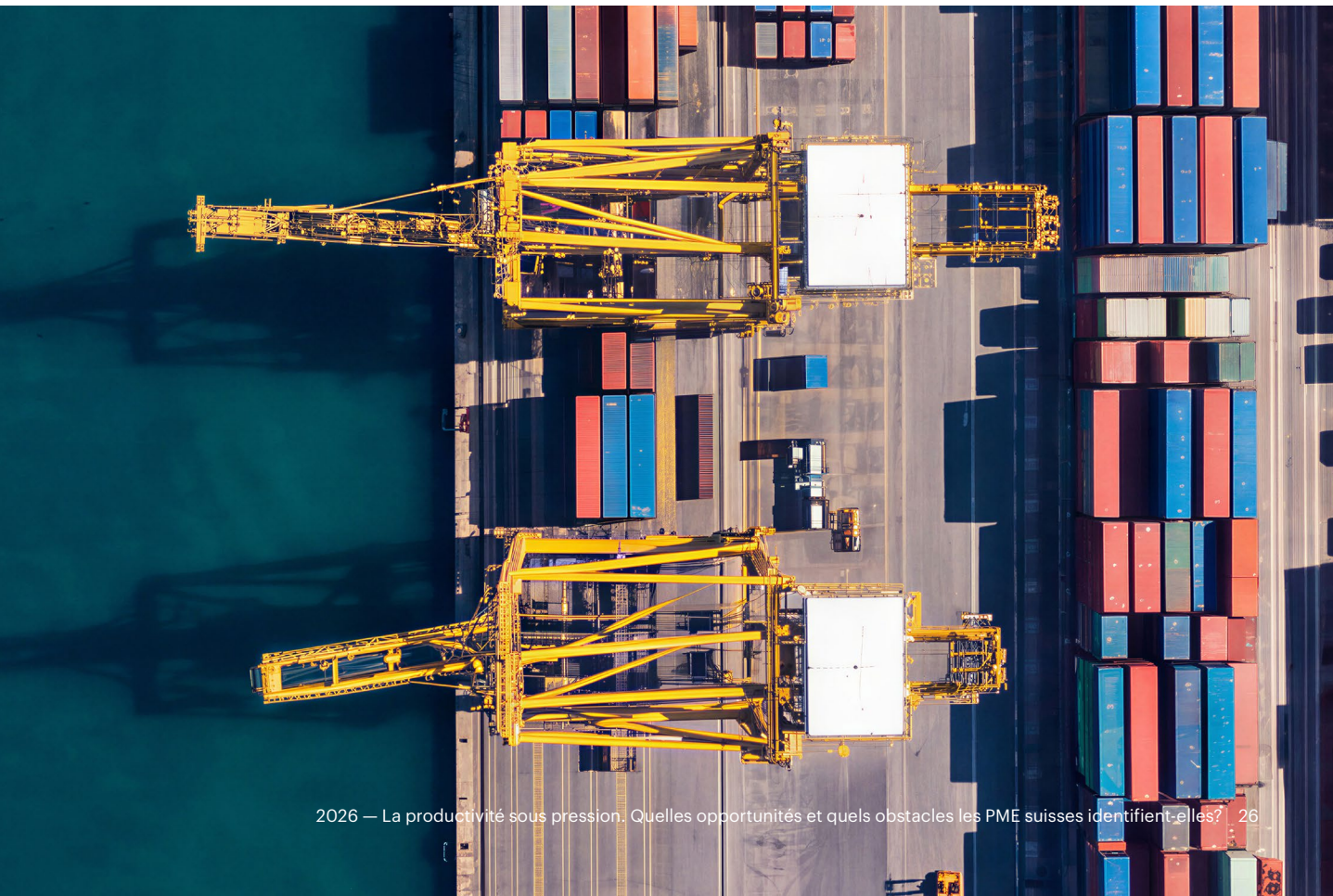
À l’été 2026, Kearney et swiss export ont réalisé la neuvième édition de leur enquête auprès des PME, en partenariat avec le Secrétariat d’État à l’économie (SECO) et Fischer Reinach AG.

Population et échantillon

L’enquête a été menée auprès de clients de Kearney et de Fischer Reinach AG, de membres de swiss export ainsi que d’entreprises sollicitées via les réseaux sociaux. Au total, 214 entreprises ont participé, dont 187 ont rempli l’intégralité du questionnaire.

La répartition sectorielle de l’échantillon a évolué par rapport à l’année précédente. Les différences entre les résultats annuels peuvent donc s’expliquer en partie par la composition des entreprises participantes. Parmi les entreprises interrogées, 59 % relèvent de la production et de la transformation, 14 % de l’électronique et des technologies, et 11 % de la logistique, du transport et de la circulation. 3 % des entreprises réalisent un chiffre d’affaires annuel inférieur ou égal à un million de francs suisses, 32 % un chiffre d’affaires compris entre un et dix millions et 65 % un chiffre d’affaires supérieur à dix millions. Parmi les participants, 79 % font partie de la direction et 19 % supplémentaires occupent un poste de cadre.

Nous remercions Dermot Allen, Philipp Niggli et Raphael Rölli de Kearney, ainsi que Robert Suter du SECO, pour la planification et l’analyse de l’étude.





Dr. Christof Ledermann
Associé
Kearney Zürich
christof.ledermann@kearney.com
+41 44 487 4448



Claudia Moerker
Directrice
swiss export
moerker@swiss-export.com
+41 44 204 34 86

Fischer

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Eidgenössisches Departement für
Wirtschaft, Bildung und Forschung WBI
Staatssekretariat für Wirtschaft SECO

swiss export
Foreign Trade Association

KEARNEY

kearney.ch